

ESTONIE

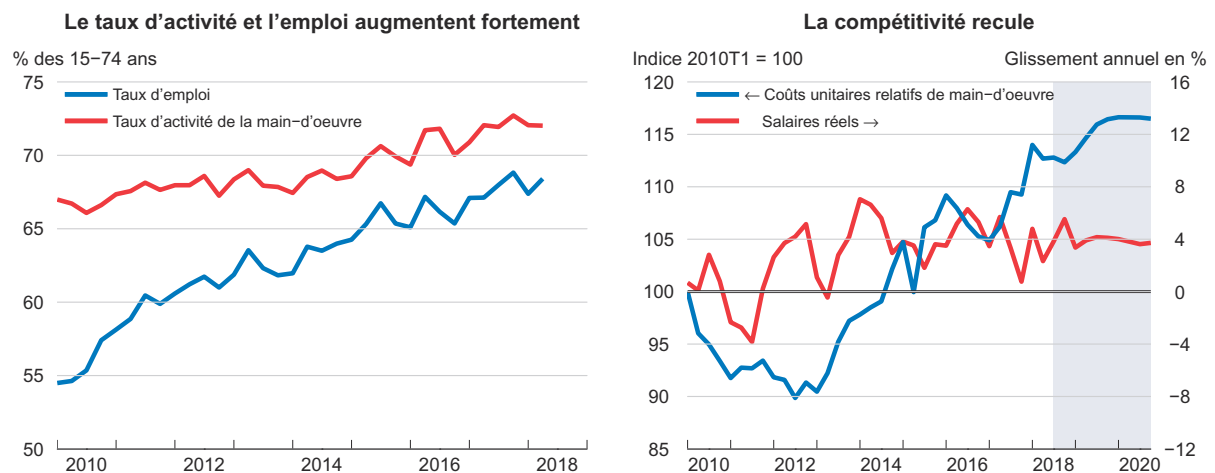
La croissance économique devrait atteindre 3.5 % en 2019, avant de ralentir à 2.3 % en 2020, dans le droit fil de l'érosion de la demande extérieure. La progression des salaires réels favorisera une croissance vigoureuse de la consommation privée. L'investissement devrait se redresser, sous l'impulsion de chefs d'entreprise, très confiants, et de la reprise du marché du logement. L'inflation restera élevée, entretenue par de nouvelles tensions sur le marché du travail.

Le solde des finances publiques devrait être excédentaire au cours de la période considérée, tandis que le ratio dette publique/PIB figurera encore parmi les plus bas de l'OCDE. S'il convient d'éviter une politique budgétaire qui serait procyclique, il existe néanmoins une marge pour que celle-ci joue un rôle plus actif pour stimuler les créations d'emplois, investir dans les infrastructures et lutter contre les atteintes à l'environnement.


L'économie continue sur la voie d'une croissance solide, reposant sur plusieurs piliers

L'expansion de l'économie estonienne se poursuit, avec une assise relativement large de la croissance. Le fort sentiment de confiance prévalant dans les ménages et les entreprises soutient la consommation privée. L'investissement résidentiel s'est redressé après un repli du marché du logement et contribue désormais de manière non négligeable à la croissance. La vigueur de la demande extérieure a favorisé la progression des exportations. Avec la disparition du volant de ressources inutilisées dans l'économie et la progression de l'emploi, la croissance des salaires nominaux a été soutenue, à un taux d'environ 6 % par an, et des pénuries de main-d'œuvre apparaissent, notamment dans des secteurs comme la distribution. Pour l'heure, cette forte progression des salaires ne s'est pas traduite par une accélération de la hausse des prix. L'inflation sous-jacente s'établit à environ 1 % actuellement, alors que l'inflation globale ressort à quelque 3-4 %, poussée par des droits d'accise en hausse et par d'amples fluctuations des prix de l'énergie.

Estonie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Base de données des Statistiques de la population active de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876575>

Estonie : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	20.6	3.5	4.7	3.3	3.5	2.3
Consommation privée	10.6	4.1	2.7	4.3	4.0	3.5
Consommation publique	4.1	2.1	0.6	0.0	0.9	0.8
Formation brute de capital fixe	4.9	3.5	12.9	1.8	6.1	4.6
Demande intérieure finale	19.6	3.6	4.9	2.8	3.8	3.2
Variation des stocks ¹	0.2	1.0	-0.5	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	19.8	4.7	4.4	3.0	3.8	3.2
Exportations de biens et services	16.0	5.2	3.5	4.4	4.4	3.1
Importations de biens et services	15.2	5.4	3.6	5.1	4.3	4.4
Exportations nettes ¹	0.8	0.0	0.1	-0.3	0.2	-0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	4.0	3.7	3.1	3.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.8	3.7	3.1	2.9	2.8
IPCH sous-jacent ²	–	1.2	2.0	1.4	2.8	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.8	5.8	5.8	5.8	6.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	6.5	7.9	7.9	7.6	7.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-0.3	-0.4	0.7	0.3	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	12.7	12.6	11.9	11.2	10.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	9.2	8.7	8.1	7.4	6.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	1.9	3.1	2.7	2.3	1.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877639>

Des réformes propices à des gains de productivité et l'immigration sont indispensables à une croissance durable

La politique monétaire dans la zone euro devrait rester très accommodante pendant encore un certain temps. S'il faut éviter une politique budgétaire expansionniste, qui aurait pour effet d'exacerber les tensions sur le marché du travail et les marchés de produits, il est possible de remédier aux contraintes affectant l'offre et d'accélérer la redistribution par le système de prélèvements et de prestations afin d'améliorer les perspectives des individus actuellement exposés au risque de pauvreté.

L'évolution démographique défavorable et l'émigration de la main-d'œuvre accentuent les pénuries en la matière et grèvent de plus en plus les coûts de recrutement. Un tiers environ des chômeurs inscrits sont des individus à capacité de travail réduite, ce qui s'explique par la mise en œuvre de la réforme sur l'aptitude au travail pour réintégrer ces individus dans la population active. Des mesures qui aideraient les personnes à s'insérer dans l'emploi pourraient aider à relâcher certaines tensions tout en augmentant aussi les revenus des ménages. Les tensions sur le marché du travail seront encore aggravées, à terme, par la diminution de la population en âge de travailler, qui limite le potentiel de croissance de l'économie. La réforme récente de la politique d'immigration a

assoupli l'accès à une main-d'œuvre qualifiée originaire de pays hors UE. Les quotas annuels demeurent restrictifs mais pourraient être à nouveau assouplis, ce qui permettrait de réduire les pénuries de main-d'œuvre.

L'investissement fixe des entreprises a nettement ralenti et se situe à présent à des niveaux historiquement bas en pourcentage du PIB. En outre, l'investissement est insuffisant dans des secteurs peu productifs. La faiblesse de l'investissement signifie que l'économie a fini par toucher aux limites de ses capacités. La compétitivité risque donc de se dégrader. Toutefois, les exportations estoniennes ont progressé le long de la chaîne de valeur, ce qui a permis d'augmenter les prix et ainsi, de compenser l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. Des mesures structurelles, visant à doper les gains de productivité, contribueront à pérenniser la progression des revenus. Une amélioration des procédures d'insolvabilité pour accélérer le redéploiement des ressources serait utile à cet égard.

La croissance devrait ralentir

La croissance économique devrait ralentir et prendre un rythme plus viable au cours de la période considérée. L'investissement des entreprises se redressera toutefois, en partie grâce aux aides des Fonds structurels de l'UE. À titre d'exemple, la construction de l'axe ferroviaire Rail Baltica entraînera un regain d'investissement à la fois dans le secteur public et dans les entreprises en 2020. Face au ralentissement économique, l'inflation se stabilisera. Comme l'économie se rapproche des limites que lui impose l'offre, la hausse des salaires et des prix risque d'être plus marquée, ce qui pourrait éroder un peu plus la compétitivité. En outre, compte tenu de son profil d'économie très ouverte, l'Estonie est particulièrement exposée au repli de la demande extérieure.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Estonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-16-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.